

Museveni et Magufuli derrière Nkurunziza

Deutsche Welle, 13.11.2017 Les présidents tanzanien et ougandais critiquent la décision des juges de la CPI, autorisant l'ouverture d'une enquête sur des crimes contre l'humanité présumés au Burundi. Une prise de position qui suscite la colère. Lors d'une rencontre le week-end dernier dans l'ouest de l'Ouganda, le Tanzanien John Magufuli (g) et son hôte Yoweri Museveni (d) ont accusé la Cour pénale internationale de compromettre les efforts déployés par la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), dans la résolution de la crise burundaise.

En ouvrant une enquête sur les crimes contre l'humanité présumés au Burundi, la Cour internationale se mêle des affaires de la Communauté d'Afrique de l'Est sans associer ses dirigeants a estimé le président ougandais. De son côté, le président tanzanien a estimé que la situation au Burundi n'était pas aussi mauvaise que ce qu'en dit la CPI. La preuve : de nombreux Burundais réfugiés en Tanzanie sont déjà rentrés chez eux, tandis que d'autres continuent de rentrer. Réactions indignées "Le président ougandais Yoweri Museveni, lui qui a combattu l'ancien dictateur ougandais Idi Amin Dada, devrait savoir c'est que c'est que vivre dans un pays où il y a la terreur qui régit tout," a réagit l'intellectuel burundais David Gakunzi, au micro de la DW. L'écrivain rappelle par ailleurs que la Tanzanie a été dirigée par un grand humaniste africain, Julius Nyerere, un homme impliqué dans la conclusion des accords de paix d'Arusha. "Aujourd'hui, voir ce pays dire que les victimes burundaises n'ont pas droit à la justice, Nyerere doit se retourner dans sa tombe ! Il faut refuser cette posture qui consiste à dire que les victimes africaines n'ont pas droit à la justice au nom de l'africanité." Réaction similaire du sociologue guinéen Bano Barry. Selon lui, cette posture n'est que le prolongement de l'appel au boycott de la CPI dans ces pays. "Ces deux pays ont toujours protégé le président Pierre Nkurunziza," affirme-t-il. "Ils ont piloté pratiquement toute la période de facilitation sous-régionale pour en réalité permettre à Nkurunziza de continuer à exercer le pouvoir. S'ils avaient changé quoi que ce soit, on ne serait pas dans la situation actuelle au Burundi. Le président ougandais est le facilitateur des négociations entre les parties burundaises. Mais aussi le président en exercice de l'EAC qui regroupe la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});